

## Ce que Fukushima nous apprend sur les vrais coûts de la sortie du nucléaire

A la suite de sa décision d'arrêter la plupart de ses centrales nucléaires, le Japon a vu son déficit commercial se multiplier par deux sur un an.

Avec Stephan  
Silvestre

**Atlantico : Le déficit commercial du Japon a presque été multiplié par deux en un an notamment à cause des importations en hydrocarbures qui font suite à l'arrêt de la plupart des centrales nucléaires du pays après la catastrophe de Fukushima. Dans le cadre de la France, quel serait le coût d'une sortie du nucléaire ou de la fermeture de la plupart de ses centrales ?**

**Stephan Silvestre :** Tout d'abord, il faut bien distinguer deux situations très différentes : celle des suites d'un accident, comme au Japon, ou celle des suites d'une décision politique, comme en Allemagne.

**Les conséquences économiques d'un accident nucléaire seraient de natures très diverses et pas nécessairement cumulatives.** Il faut distinguer d'une part les conséquences directes sur le site (intervention post-accident, perte d'exploitation et décontamination) des conséquences indirectes que seraient une pénurie d'électricité pour les entreprises et ménages et le remplacement de l'électricité perdue par de l'électricité produite avec des centrales thermiques ou importée. Enfin, il y a les conséquences induites, liées, par exemple, à une baisse de la fréquentation touristique, à une baisse du moral des ménages ou encore à une baisse de l'image de marque des industriels français de l'énergie dans le monde.

Pour la première catégorie, les conséquences directes, on peut légitimement prendre l'exemple japonais en considération, encore que chaque site et chaque accident présente ses spécificités. Mais il s'agit-là de la partie la moins coûteuse, de l'ordre de quelques dizaines de milliards d'euros. Pour les conséquences indirectes, la comparaison est déjà nettement moins pertinente. Contrairement au Japon, insulaire, la France est intégrée dans un vaste réseau européen, de plus en plus interconnecté, et tout risque de pénurie est relativement minime. Il existe même des surcapacités actuellement en Europe. **La France ne serait donc pas contrainte d'importer massivement du gaz liquéfié pour produire son électricité.**

Enfin, **la pénurie d'électricité a frappé durement les industries japonaises, provoquant un ralentissement dans les secteurs stratégiques de l'automobile et de l'électronique. Qu'on le déplore ou que l'on s'en réjouisse, la France est maintenant très désindustrialisée et l'impact serait donc bien moindre.** Il se chiffrerait tout de même en centaines de milliards d'euros. Quant aux conséquences induites, potentiellement les plus lourdes, elles sont extrêmement difficiles à apprécier.

La situation de la France est moins bonne que celle du Japon. D'une part, **elle dépend beaucoup plus du tourisme que ce dernier. D'autre part, sa situation géographique au cœur de l'Europe fait qu'un accident impacterait aussi ses voisins (et clients).** Enfin, **pour ce qui est de l'image de son industrie nucléaire, elle est justement basée sur un très haut niveau d'exigence de sûreté.** Un accident lui serait donc fatal.

Le cas d'un arrêt politique de l'industrie électronucléaire est très différent. Dans ce cas, le processus de démantèlement et de décontamination peut être planifié. Son amortissement financier pourrait être absorbé par l'opérateur principal (EDF) s'il se faisait sur une période suffisamment longue, c'est-à-dire plusieurs décennies. Sur une période aussi courte que douze ans, il serait ingérable par EDF sans l'aide des pouvoirs publics, c'est-à-dire des contribuables.

**Quelles seraient les conséquences en matière de coût de l'électricité ?**

**Il faudrait s'attendre à une envolée d'au moins 50% des tarifs pour les particuliers et jusqu'à 70% pour les industriels.** Il en résulterait d'un côté un affaissement de la consommation des ménages et d'autre part la délocalisation d'activités industrielles à forte intensité énergétique, comme la chimie, la sidérurgie ou encore le papier-carton. Les prix des billets de train et de métro seraient aussi sensiblement impactés.

Enfin, la France devrait renoncer à l'exportation de ses équipements et services électronucléaires - qui achèterait à un pays qui est en train de fermer ses propres sites ? **La perte nette d'activité économique se chiffrerait entre 100 000 et 200 000 emplois directs, indirects et induits.**

---

## **L'objectif de François Hollande d'abaisser la part du nucléaire dans la production d'électricité en France de 75% à 50% en 2025 est-il réalisable ? La France est-elle bien positionnée en matière d'énergies alternatives au nucléaire ?**

**Un passage de 75% à 50% d'électricité d'origine nucléaire n'est pas envisageable sans une baisse massive de la consommation.** En effet, sur la base de la consommation actuelle, cela signifierait trouver 130 TWh d'électricité non nucléaire par an. Or, les centrales thermiques produisent actuellement 50 à 60 TWh, les éoliennes environ 13 TWh et le solaire à peine 2,3 TWh. Quant à l'hydroélectricité (65 TWh), elle n'a guère de potentiel en raison de la saturation des sites disponibles. On voit que, même en consentant à d'énormes efforts, les énergies renouvelables ne seraient pas en mesure de compenser le déficit.

De plus, si la consommation des industriels baisse effectivement en raison de la désindustrialisation du pays, celles des ménages et des entreprises de services, elles, continuent d'augmenter, mues par l'augmentation continue du taux d'équipement des ménages en appareils électroniques.